

L'ÉDITO

Éric Burggraff
JOURNALISTE

ENSEIGNEMENT : L'INDISPENSABLE DÉCLOISONNEMENT

Quatre écoles fondamentales concurrentes pour 2.000 habitants : une libre, deux communales - qui se font elles-mêmes concurrence - et une officielle. L'exemple est rural, wallon, mais bien réel. C'est parce qu'il a des grands frères à Bruxelles et aux quatre coins de la Belgique francophone qu'il n'a rien d'une caricature. C'est pour la même raison qu'il nourrit désormais la réflexion de gens qui veulent du bien à l'école. Robert Deschamps, professeur à l'université de Namur, est de ceux-là.

« Si les performances de notre enseignement ne sont pas à la hauteur des moyens consentis, ce n'est pas une question d'argent mais d'organisation », estime-t-il. Prudent, il ne charge pas le personnel, il met en cause le système. Et que fait-on quand un système est en panne ? On lui offre une bonne révision, on change les pièces qui font défaut, on prépare au besoin un nouveau

moteur. Un nouveau moteur pour l'enseignement, c'est précisé-ment ce sur quoi travaillent les éminences du PS et du CDH en négociant le gouvernement de la Communauté française. Avec ceci

comme contrainte supplémentaire : la belle mécanique devra

L'organisation en piliers arrive tout doucement au bout de sa logique

consommer moins, coûter moins cher à la collectivité. On devra

donc évacuer les impayables promesses de la campagne : des repas gratos pour tous, l'école libre financée au même niveau que l'école officielle.

Et si, dans les propositions des chercheurs, il y avait un début de solution ? Passons sur l'iconoclaste fin des prévisions qui, on le voit d'ici, fera hurler les syndicats. Passons sur la sécheresse des chiffres qui masquent mal la grande misère de certaines écoles. Par contre, attardons-nous un instant sur la relation de confiance à reconstruire entre la Communauté française et les institutions : la responsabilisation des acteurs de terrain, l'autonomie accrue dans l'affectation des moyens serait un pas vers une école de réussite.

Attardons-nous aussi sur le fonctionnement en piliers. Les professionnels le savent, l'organisation actuelle arrive tout doucement

- contraintes budgétaires obligent - au bout de sa logique. Si un réseau unique à la française

est politiquement impensable et impayable, un décloisonnement est, lui, budgétairement indispensable. Au-delà d'un rapprochement - donc de la suppression des doubles emplois flagrants - entre institutions publiques, le prochain gouvernement serait bien inspiré d'inviter écoles libres et officielles à se parler, à échanger, à collaborer. Pourquoi ce qui est désormais la ligne - la contrainte d'ailleurs - dans l'enseignement supérieur ne pourrait-il pas s'appliquer dans l'obligatoire ? Se poser la question, c'est intégrer ceci : la concurrence exacerbée sert peut-être la gloriole de quelques-uns mais, au final, elle ne crée pas d'emplois. Et ne rend certainement pas les élèves plus performants.